

<b>Demande déposée le : 06/07/2023</b> <b>Complétée le : 09/08/2023</b>	<b>DOSSIER N° DP 091 021 23 10051</b>
<b>Titulaire :</b> Cabinet MARISY Jean-Pascal représentée par Monsieur MARISY JEAN-PASCAL <b>Demeurant :</b> 56b Route de Corbeil 91590 Baulne <b>Pour :</b> Division en vue de construire <b>Sur un terrain sis :</b> 23-25 Rue Edouard Herriot (SCI MATAREM - VAN R) 91290 ARPAJON <b>Cadastré :</b> AI478, AI601	<b>SURFACE DE PLANCHER</b> <b>Existante : 0m<sup>2</sup></b> <b>Créée : 0m<sup>2</sup></b> <b>Démolie : 0 m<sup>2</sup></b> <b>Nombre de logements créés : 0</b> <b>Nombre de logements démolis : 0</b>

Le Maire,

Vu la déclaration préalable susvisée ;  
Vu l'avis de dépôt de la demande déposée à la mairie de ARPAJON en date du 06/07/2023 affiché le ;  
Vu le Code de l'Urbanisme ;  
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/09/2006, modifié le 12/01/2011 et révisé le 25/09/2019 ;  
Vu la délibération n°2020-78 du 23 septembre 2020 approuvant les modifications apportées au Plan Local d'Urbanisme ;  
Vu l'arrêté du Maire n°22/2020 en date du 28 mai 2020, portant délégation de fonction et de signature à Madame Martine BRAQUET, 5ème Adjointe au Maire ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de VEOLIA EAU - PLAT'AU en date du 10 juillet 2023, joint à la présente décision  
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions du Service Assainissement de Coeur d'Essonne Agglomération en date du 18 juillet 2023, joint à la présente décision  
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de Eau Cœur d'Essonne en date du 24 juillet 2023  
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions d'ENEDIS Accueil Raccordement Electricité en date du 02 août 2023 et annexé au présent arrêté instruit sur la base d'une puissance de raccordement de 12kVa monophasé nécessitant une extension de réseau de 62 mètres en dehors du terrain d'assiette de l'opération, joint à la présente décision  
Considérant l'accord écrit et signé d'engagement par de Monsieur VAN REMOORTEL gérant de la SCI MARATEM-VAN R en attestant sa prise en charge de la contribution financière d'ENEDIS selon les modalités définies dans son avis précité, joint à la présente décision  
Vu l'avis Favorable assorti de prescriptions du Syndicat Intercommunal d'Aménagement, de Rivières et du Cycle de l'Eau en date du 09 août 2023, joint à la présente décision

## DÉCIDE

### Article 1

Il n'est pas fait opposition à la demande susvisée, sous réserve du respect des prescriptions émises à l'article 2.

### Article 2

Les prescriptions émises par les services et concessionnaires consultés, dans leurs avis susvisés seront strictement respectées.

### Article 3

Toutes autorités administratives, les agents de la Force Publique compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont copie sera notifiée au pétitionnaire, par lettre recommandée avec avis de réception postale.



Un extrait de la présente décision sera en outre publié par voie d'affichage à la Mairie dans les huit jours de sa notification et pendant une durée de deux mois.

Fait à ARPAJON, le 25/08/2023

ACTE EXECUTOIRE

Transmission en Sous-Préfecture le  
Publication ou Notification le 25/08/2023

Pour le Maire et par délégation  
La Maire Adjointe à l'Urbanisme

Martine BRAQUET

Pour le Maire et par délégation  
La Maire Adjointe à l'Urbanisme

Martine BRAQUET



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.*

*Elle est exécutoire à compte de sa transmission et sa notification au demandeur (article L.424-7 du code de l'urbanisme).*

#### INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

**Durée de validité de la décision de non-opposition à une déclaration préalable:** conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, la décision est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours contre la décision le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

**Commencement des travaux :** Le bénéficiaire de la décision peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19 du code de l'urbanisme, est disponible sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : la décision n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire de la décision au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date de la décision, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire de la décision et de lui permettre de répondre à ses observations.

**La décision est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si la décision respecte les règles d'urbanisme.

**Prorogation :** la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard.

La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

La prorogation est acquise au bénéficiaire de la décision de non-opposition à une déclaration préalable si aucune réponse ne lui a été adressée dans le délai de deux mois suivant la date de l'avis de réception postal ou de la décharge de l'autorité compétente pour statuer sur la demande. La prorogation prend effet au terme de la validité de la décision initiale.

**Affichage :** Mention de la déclaration préalable doit être affichée sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, par les soins de son bénéficiaire, dès la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquise et pendant toute la durée du chantier. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

Cet affichage mentionne également l'obligation, prévue à peine d'irrecevabilité par l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme, de notifier tout recours administratif ou tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision prise sur la déclaration préalable.

**Délais et voies de recours :** la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain des pièces mentionnées à l'article R. 424-15 du code de l'urbanisme.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et à son bénéficiaire. Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du déferé ou du recours.

**Assurance dommages-ouvrages :** le bénéficiaire de la décision de non-opposition à une déclaration préalable à l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.